

Variées, mais annonçant toutes une récession historique

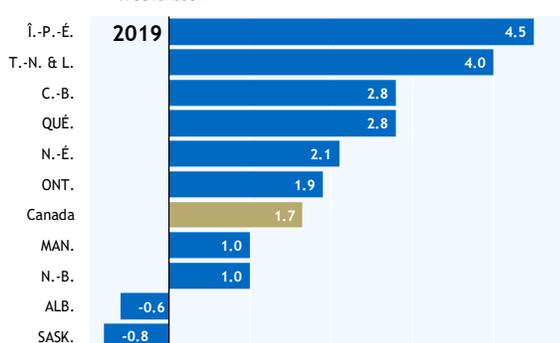
10 septembre 2020

Aucune économie dans le monde n'est épargnée par le coronavirus. Les économies des provinces du Canada ne font pas exception. Chacune des régions doit composer avec une chute sans précédent (ou presque) de son activité cette année. Or, les taux de transmission du virus varient entre les provinces d'un océan à l'autre, tout comme la rigueur des mesures de confinement et le calendrier des réouvertures. Ces différences ont joué un rôle déterminant dans la profondeur du choc économique. Par exemple, grâce à un bilan de santé relativement meilleur et à un assouplissement plus rapide des restrictions, les dommages économiques ont été limités au Manitoba, en Saskatchewan et dans la plupart des provinces de l'Atlantique. En revanche, l'Alberta et Terre-Neuve-et-Labrador ont été aussi durement touchées par la chute des prix du pétrole, qui a amenuisé une source de revenus majeure. La Colombie-Britannique, l'Ontario et le Québec connaissent pour leur part un recul d'une ampleur à peu près semblable à celle de la contraction de 6,0 % que nous prévoyons pour l'économie nationale.

Heureusement, le pire de la secousse est derrière nous, pourvu qu'une éventuelle nouvelle vague d'infection ne donne pas lieu à un confinement aussi sévère que celui qui a été nécessaire pour contrer la première. Le marché du travail a commencé à se redresser, les consommateurs délient de nouveau les cordons de la bourse et le marché du logement a rebondi. En fait, la première phase de la reprise a été étonnamment bonne dans de nombreuses provinces. Nous prévoyons néanmoins que le rythme ralentira à mesure que l'impact des réouvertures s'estompera.

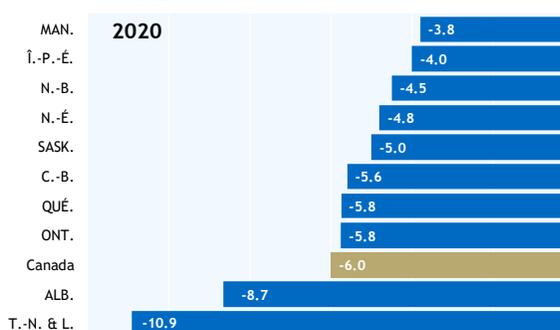
D'après nous, l'économie du Manitoba est celle qui aura résisté le mieux cette année (-3,8 %), en partie grâce à des investissements soutenus. Les provinces maritimes arrivent au deuxième rang de notre classement des taux de croissance, l'Île-du-Prince-Édouard (-4,0 %), le Nouveau-Brunswick (-4,5 %) et la Nouvelle-Écosse (-4,8 %) ayant été parmi les premières à assouplir leurs restrictions. Les pertes d'emplois au départ ont été moins massives dans ces provinces, dont les exportations bénéficient du rebond de la demande étrangère de produits de la mer. La Saskatchewan (-5,0 %) a également subi de moins lourdes pertes d'emploi en mars et en avril que les autres, et elle profite d'une reprise des exportations agroalimentaires.

Croissance du PIB réel % de variation



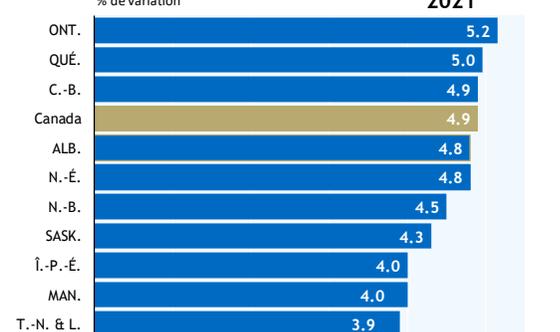
Source : Statistique Canada, Économique RBC

Croissance du PIB réel % de variation



Source : Statistique Canada, Économique RBC

Croissance du PIB réel % de variation



Source : Statistique Canada, Économique RBC



Nous avons révisé à la baisse nos prévisions de croissance pour la Colombie-Britannique (à -5,6 %) en raison de la détérioration plus sévère que prévu du marché du travail jusqu'à ce jour. Nous restons toutefois relativement optimistes quant aux perspectives de croissance de la province l'an prochain, les grands projets d'investissement étant sur le point de générer une activité importante. L'Ontario (-5,8 %) et le Québec (-5,8 %) ont toutes les deux dû composer avec un taux de transmission élevé du coronavirus au printemps. Le Québec a donc adopté des mesures de confinement draconiennes, lesquelles ont lourdement paralysé le marché du travail en mars et en avril par rapport aux autres provinces. En Ontario, le nombre élevé de cas de COVID-19 a entraîné un ralentissement des réouvertures, freinant du coup la première phase de la reprise.

Les provinces productrices de pétrole ont particulièrement souffert de la crise. Elles ont subi deux coups durs : l'énorme perturbation économique causée par la pandémie ainsi que le plongeon des prix du pétrole, qui a démoli leur secteur de l'énergie. Selon nous, l'Alberta (-8,7 %) et Terre-Neuve-et-Labrador (-10,9 %) se situeront au bas de notre classement de la croissance en 2020. Même si nous prévoyons que la croissance reprendra l'an prochain, il faudra probablement des années pour regagner le terrain perdu.

Hypothèses quant aux perspectives de reprise du PIB

février 2020 = 100

T,-N, & L,	100	84	66	76	85	85	86	90	90	90	91
Î,-P,-É,	100	83	90	89	93	96	96	96	96	97	97
N,-É,	100	88	88	89	91	96	97	96	96	96	97
N,-B,	100	88	87	88	92	97	97	96	96	97	97
QUÉ,	100	90	77	85	89	93	94	95	95	95	95
ONT,	100	89	82	83	88	92	94	95	95	95	95
MAN,	100	93	90	90	92	95	96	96	97	97	98
SASK,	100	91	85	87	92	95	95	95	95	95	96
ALB,	100	89	80	82	86	89	91	92	93	93	93
C,-B,	100	87	85	84	88	91	93	95	96	96	96
	fev 2020	mar	avr	mai	juin	juil	août	sep	oct	nov	déc 2020

COLOMBIE-BRITANNIQUE - Surmonter la crise grâce aux dépenses en immobilisations

Même si nos prévisions pour la Colombie-Britannique ont été revues à la baisse cette année, nous restons optimistes à l'égard des perspectives de reprise de la province. D'importants projets d'investissement joueront un rôle central dans le retour à la croissance l'an prochain.

La Colombie-Britannique étant rapidement parvenue à contenir la propagation du coronavirus, nous avons cru que son économie éviterait certaines des pertes les plus lourdes que d'autres provinces pourraient subir. Nous demeurons largement de cet avis, toutefois nous estimons maintenant que la contraction cette année sera plus marquée, à -5,6 %, que nous le pensions auparavant (-4,2%). Ce résultat reste supérieur à la moyenne canadienne de -6,0 %, mais plus près du milieu du classement des taux de croissance provinciaux que du second rang. Par ailleurs, nous prévoyons maintenant qu'un rattrapage économique plus important et de solides dépenses d'investissement favoriseront un rebond plus vigoureux de 4,9 % l'an prochain.

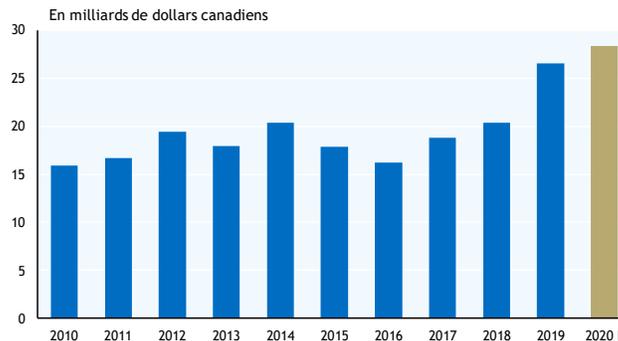
Plusieurs facteurs ont contribué à la régression de la Colombie-Britannique dans notre classement. Premièrement, la province a subi des pertes d'emploi supérieures à la moyenne nationale, en baisse de 7,8 % depuis le début de l'année. À l'heure actuelle, plus du tiers des Britanno-Colombiens qui ont perdu leur emploi pendant la pandémie de COVID-19 sont encore au chômage. Deuxièmement, les exportations ont considérablement diminué en Colombie-Britannique depuis le début de la crise. Les exportations de produits forestiers (principale catégorie d'exportations de la province) ont diminué de 17 % (en date de juillet), en raison notamment des mises en chantier dans l'ouest des États-Unis, qui sont à la traîne par rapport à d'autres régions. Les exportations de charbon ont également diminué (-41 %), tout comme celles de pétrole et de gaz (-19 %).

Les dépenses en immobilisations continuent néanmoins d'offrir un lueur d'espoir dans la province. La construction non résidentielle a crû de 6,9 % cette année. Les travaux essentiels liés au mégaprojet de gaz naturel liquéfié situé à Kitimat se sont poursuivis tout au long de la crise. La réalisation de ce projet continuera l'an prochain. De plus, la province va de l'avant avec le prolongement du SkyTrain de Vancouver, d'une valeur de 2,8 milliards de dollars. Ce projet soutiendra l'activité dans le secteur de la construction dans les années à venir.

La flambée des prix du bois d'œuvre, en réaction à la demande record de réparations et de rénovations, à l'approvisionnement limité et au rebond des nouvelles constructions résidentielles au cours des derniers mois, est de bon augure pour les perspectives à court terme du secteur du bois d'œuvre de la Colombie-Britannique. Si elle persiste, cette hausse pourrait inciter les scieries de la province à hausser leurs taux d'exploitation et à embaucher plus de travailleurs. Il s'agirait là d'une évolution bienvenue dans un secteur qui a enregistré de nombreuses mises à pied au cours de la dernière année.

Le gouvernement de la Colombie-Britannique prévoit un déficit budgétaire de 12,5 milliards de dollars pour 2020-2021 (ce qui représente un peu moins de 5 % du PIB de la province), soit le plus grand déficit jamais enregistré.

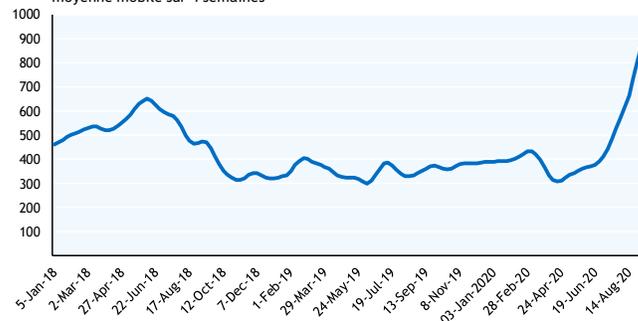
Colombie-Britannique : Dépenses en immobilisations dans le secteur de la construction



Sources : Statistique Canada, Services économiques RBC

Flambée des prix du bois d'œuvre en août

Épinette-pin-sapin de l'Ouest de 2x4, Dollar US par millier de pied-planche, moyenne mobile sur 4 semaines



Source : Random Lengths, Services économiques RBC

Colombie-Britannique - prévisions en bref

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	2017	2018P	2019P	2020P	2021P
PIB réel	3,7	2,6	2,8	-5,6	4,9
PIB nominal	7,1	4,5	5,3	-5,1	6,5
Nombre d'emplois	3,7	1,1	2,6	-6,6	5,5
Taux de chômage	5,1	4,7	4,7	9,1	6,5
Ventes au détail	9,3	1,9	0,6	-0,3	3,8
Mises en chantier (milliers d'unités)	43,7	40,9	44,9	37,2	33,0
Indice des prix à la consommation	2,1	2,7	2,3	0,6	0,8



ALBERTA - Un chemin qui s'annonce très long et laborieux

Les cinq dernières années ont été difficiles pour l'économie de l'Alberta, et la situation sera encore plus ardue en 2020. Les séquelles de la COVID-19 et du plongeon des prix pétroliers mondiaux prendront des années à disparaître.

L'économie de l'Alberta était déjà chancelante avant l'éclosion de la COVID-19. L'activité a diminué de 0,6 % l'an dernier, le recul des forages pétroliers et gaziers à leur plus bas niveau depuis des décennies et la baisse marquée des activités de construction ayant éclipsé l'expansion du secteur des services. L'énorme perturbation engendrée par la pandémie cette année a été exacerbée par l'effondrement des prix mondiaux du pétrole, qui a privé les producteurs d'énergie et le gouvernement provincial de revenus dont ils avaient bien besoin. Nous nous attendons à ce que l'économie de l'Alberta se contracte encore de 8,7 % en 2020, ce qui constituerait le plus important recul en un an jamais enregistré. Une modeste reprise attendue du secteur énergétique ouvrira la voie à un retour à la croissance l'an prochain. Malgré la progression de 4,8 % que nous anticipons, la production économique totale restera bien en deçà des niveaux d'avant la COVID-19. En fait, elle sera encore inférieure aux niveaux de 2014.

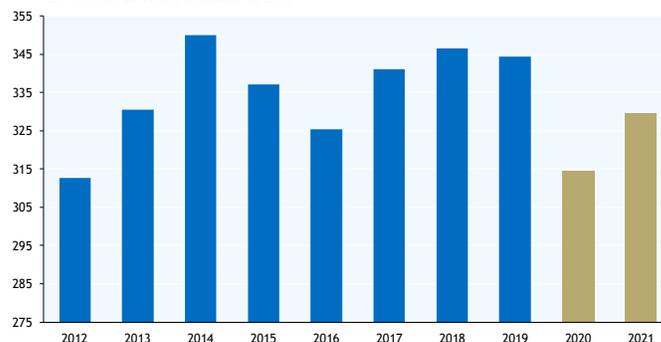
Pas plus tard qu'au début de mars, nous pensions que 2020 serait l'année où l'Alberta oublierait enfin l'effondrement des prix du pétrole et le ralentissement économique de 2015 à 2016. La COVID-19 a rapidement anéanti ces espoirs. La fermeture obligatoire des entreprises non essentielles à la fin de mars pour lutter contre la propagation de la pandémie a paralysé de grands pans de l'économie pendant jusqu'à trois mois. Comme si ce n'était pas suffisant, l'Arabie saoudite et la Russie ont entamé en mars une guerre commerciale du pétrole qui a fait plonger les prix mondiaux du pétrole. Le prix du pétrole de référence WTI est même devenu négatif pendant une courte période en avril. La situation a porté un dur coup aux producteurs de l'Alberta, qui ont réagi en réduisant la production (en baisse de près de 14 % au point le plus bas en mai) et les dépenses en immobilisations. Les activités de forage pétrolier et gazier ont chuté en avril et sont restées faibles depuis (les installations de forage actives étaient en baisse de plus de 70 % au début de septembre).

Heureusement, l'allègement graduel des restrictions à compter de la mi-mai a permis à de nombreuses entreprises de reprendre leurs activités. Lorsque la province a atteint la phase 2 à la mi-juin, un plus grand nombre de secteurs des services ont rouvert. Cette évolution a favorisé un début de reprise sur le marché du travail. Le nombre d'emplois a augmenté chaque mois depuis mai, mais il reste encore beaucoup à faire. Plus de la moitié des 360 000 emplois perdus en mars et avril n'ont pas encore été récupérés. Le taux de chômage, à 11,8 % en août, était encore plus élevé qu'au plus fort de la récession du milieu des années 1980.

Malheureusement, le secteur de la construction n'aidera pas beaucoup la reprise de l'emploi. Les intentions de dépenses en immobilisations ont chuté à leur plus bas niveau en 11 ans cette année. Les compressions dans le secteur de l'énergie expliquent l'essentiel du déclin. Les perspectives à l'égard de la construction résidentielle ne sont pas encourageantes non plus. Nous prévoyons que les mises en chantier passeront de 27 300 unités en 2019 à 20 800 unités cette année.

PIB réel de l'Alberta

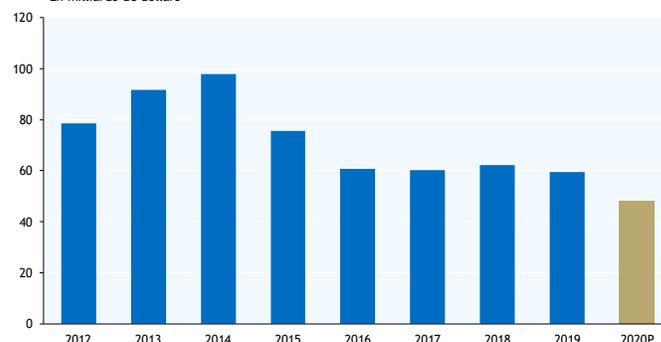
En milliards de dollars enchaînés de 2012



Sources : Statistique Canada, Services économiques RBC

Alberta : Dépenses en immobilisations totales

En milliards de dollars



Sources : Statistique Canada, Services économiques RBC

Alberta - prévisions en bref

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	2017	2018P	2019P	2020P	2021P
PIB réel	4,8	1,6	-0,6	-8,7	4,8
PIB nominal	9,2	3,8	-0,1	-16,0	9,4
Nombre d'emplois	1,0	1,9	0,5	-7,5	4,5
Taux de chômage	7,8	6,6	6,9	11,3	9,5
Ventes au détail	7,1	1,8	-0,8	-2,0	2,2
Mises en chantier (milliers d'unités)	29,5	26,1	27,3	20,8	19,8
Indice des prix à la consommation	1,5	2,5	1,7	1,0	0,8



SASKATCHEWAN - Un peu de tout

La faiblesse des exportations d'énergie pèse lourdement sur la province, mais la hausse des ventes agroalimentaires offre une certaine compensation, quoique partielle.

Nous prévoyons que l'économie de la Saskatchewan se contractera de 5,0 % cette année. Cette lourde chute ne sera toutefois pas la baisse la plus importante jamais enregistrée en un an dans la province (le record est de -5,3 % en 2009). La situation aurait pu être pire. D'énormes reculs de la production d'énergie font sombrer d'autres provinces productrices de pétrole encore plus dans le marasme. La Saskatchewan a pu échapper à ce sort grâce à son industrie agroalimentaire. Cette industrie connaît un regain de vie cette année, ce qui permet d'atténuer la faiblesse du secteur de l'énergie et les perturbations d'autres industries causées par la COVID-19.

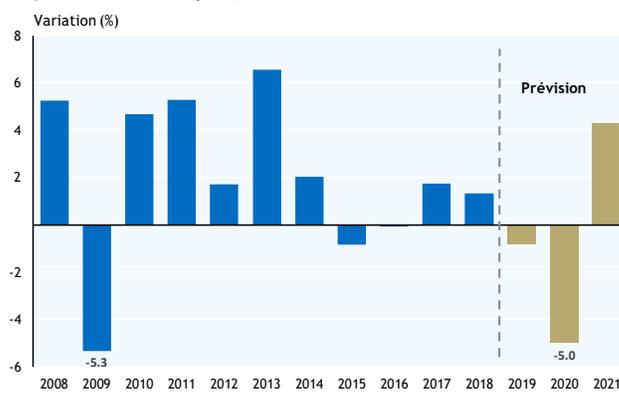
Le secteur pétrolier et gazier de la Saskatchewan traverse une période difficile. Les exportations d'énergie ont diminué de 35 % d'une année sur l'autre et la situation de l'emploi dans ce secteur s'est grandement détériorée. Toutefois, la demande de produits agricoles de la Saskatchewan en Chine éclaircit les perspectives par ailleurs moroses de la province. Cette année, la Chine a importé des pois de la Saskatchewan comme jamais auparavant. De plus, les producteurs de canola de la Saskatchewan ont trouvé un moyen d'acheminer cette denrée indirectement en Chine. Jusqu'à maintenant cette année, les exportations de produits agricoles et alimentaires intermédiaires de la province ont grimpé de 27 % !

La Saskatchewan a subi des pertes d'emploi plus faibles que celles des autres provinces. Les deux tiers de ceux qui sont devenus chômeurs entre février et avril ont obtenu un emploi au cours des derniers mois. En août, le taux de chômage en Saskatchewan était le plus bas de toutes les provinces (7,9 %). L'essor du marché du logement est également un solide indicateur de la remontée de la confiance des consommateurs. Comme de nombreux résidents sont retournés au travail et ont raté le marché du printemps, les mises en chantier et les ventes d'habitations ont bondi. La Saskatchewan est la province qui a connu la plus forte augmentation de mises en chantier et de ventes de résidences.

Malgré ces tendances encourageantes, tout ne va pas bien dans l'économie provinciale. Les difficultés des fabricants, dont les ventes ont diminué dans une proportion supérieure à la moyenne nationale, s'ajoutent à la léthargie du secteur pétrolier et gazier. Les dépenses en immobilisations ont baissé considérablement. En outre, le récent raffermissement des ventes au détail est survenu après l'apparition de tendances similaires dans d'autres provinces.

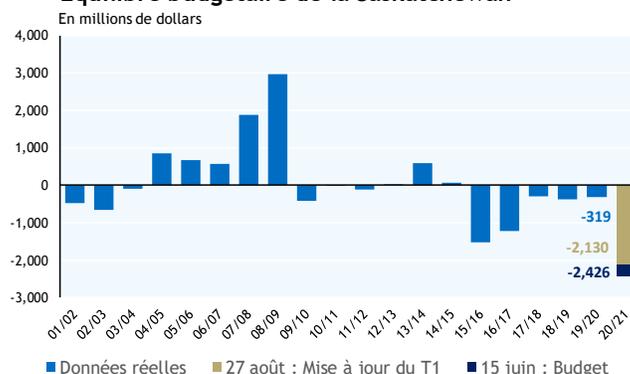
À la fin du mois d'août, le gouvernement de la Saskatchewan a revu à la baisse son déficit budgétaire, qui est passé de 2,4 milliards de dollars dans le budget de juin 2020 à 2,1 milliards de dollars. D'après le gouvernement, cette amélioration est principalement attribuable à une baisse moindre que prévu du PIB réel et à la remontée des cours du pétrole, ainsi qu'à l'augmentation des transferts fédéraux découlant de l'Accord sur la relance sécuritaire des provinces. Selon les prévisions, le retour à l'équilibre budgétaire aura lieu dans quatre ans.

Saskatchewan : PIB réel



Sources : Statistique Canada, Services économiques RBC

Équilibre budgétaire de la Saskatchewan



Source : Ministère des Finances de la Saskatchewan, Services économiques RBC

Saskatchewan - prévisions en bref

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	2017	2018P	2019P	2020P	2021P
PIB réel	1,7	1,3	-0,8	-5,0	4,3
PIB nominal	5,1	1,4	0,6	-9,8	8,3
Nombre d'emplois	-0,2	0,4	1,8	-4,9	3,9
Taux de chômage	6,3	6,1	5,4	8,8	7,9
Ventes au détail	4,1	-0,5	0,3	-0,6	2,4
Mises en chantier (milliers d'unités)	4,9	3,6	2,4	2,8	2,4
Indice des prix à la consommation	1,7	2,3	1,7	0,5	1,5



MANITOBA - Se démarquer pendant une pandémie

Nous nous attendons à ce que l'économie du Manitoba affiche la plus faible contraction cette année parmi les provinces, grâce à des mesures de confinement moins restrictives liées à la COVID-19, à des exportations plus élevées de canola et à la poursuite des travaux pour de grands projets d'investissement.

La Plusieurs facteurs contribuent à atténuer les effets de la pandémie de COVID-19 sur l'économie du Manitoba. Une approche moins rigide à l'égard des entreprises non essentielles au début de la crise a limité les répercussions sur le marché du travail. Les travaux liés à d'importants projets d'immobilisations se sont poursuivis sans interruption majeure. Les consommateurs ont fait preuve d'une plus grande résilience que dans d'autres provinces. Et les exportateurs n'ont connu qu'un léger ralentissement de leurs activités dans l'ensemble. Nous prévoyons que le Manitoba affichera la plus faible baisse du PIB (-3,8 %) parmi les provinces cette année. Une solide croissance de 4,0 % est ensuite prévue en 2021.

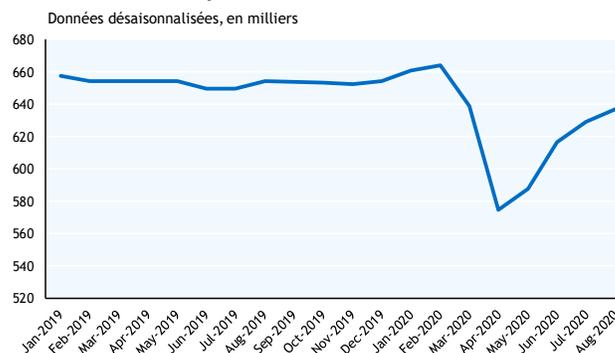
La pandémie a à peine perturbé les dépenses en immobilisations. Les travaux liés à la plus grande usine de transformation de pois au monde ont été effectués en grande partie comme prévu. L'usine devrait être achevée et entrer en service d'ici le quatrième trimestre de cette année. De nouveaux investissements dans des usines de transformation alimentaire ont également été annoncés cette année, ce qui est de bon augure pour la poursuite des activités de construction en 2021.

Le marché du travail provincial a récupéré 70 % des emplois perdus pendant la crise, ce qui est supérieur à la moyenne. La mise en service de la nouvelle installation de production de protéines à base de plantes contribuera à prolonger encore la reprise de l'emploi, tout comme les programmes de subvention salariale plus généreux offerts aux employeurs qui réembauchent des travailleurs.

Les consommateurs manitobains n'ont pas été trop décontenancés par la pandémie. Les ventes au détail ont fortement rebondi en mai et en juin. Tout au long de la crise, les ventes au détail ont diminué moins au Manitoba que dans les autres provinces. Ce phénomène est probablement dû au fait que le Manitoba a réussi à rester ouvert plus longtemps et que la fermeture des entreprises non essentielles n'a été imposée que le 1er avril.

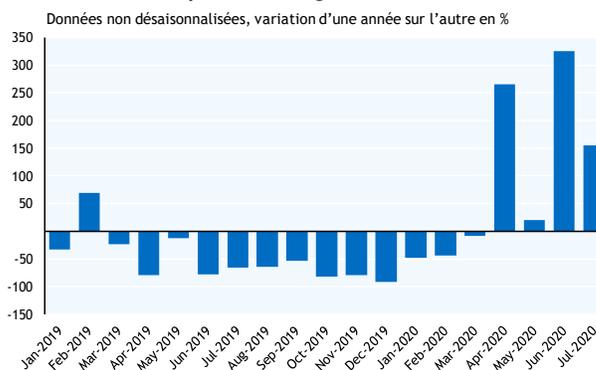
Les exportations provinciales n'ont que légèrement diminué par rapport à 2019, les segments des produits alimentaires transformés et des produits agricoles affichant de fortes hausses. En 2019, les exportations canadiennes de canola ont considérablement diminué après l'imposition par la Chine d'une interdiction visant le canola canadien. Toutefois, le canola demeure prisé par la Chine, qui a récemment acheté de l'huile de colza auprès des Émirats arabes unis et en Europe. Par conséquent, lorsque le mauvais temps en Europe a entraîné une pénurie de ce produit, la France et les Émirats arabes unis se sont rués sur le canola canadien, faisant grimper les prix. Cette situation est de bon augure pour la reprise au sein de la province, puisqu'une récolte exceptionnelle de canola cette année n'a pas semblé freiner la hausse des prix.

Manitoba : Emploi



Sources : Statistique Canada, Services économiques RBC

Manitoba : Exportations agroalimentaires vers la Chine



Sources : Statistique Canada, Services économiques RBC

Manitoba - prévisions en bref

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	2017	2018P	2019P	2020P	2021P
PIB réel	3,1	1,3	1,0	-3,8	4,0
PIB nominal	5,7	2,2	3,0	-2,1	5,5
Nombre d'emplois	1,7	0,6	0,9	-3,1	4,8
Taux de chômage	5,4	6,0	5,3	7,7	6,1
Ventes au détail	7,8	2,2	0,8	0,8	3,3
Mises en chantier (milliers d'unités)	7,5	7,4	6,9	6,3	5,4
Indice des prix à la consommation	1,6	2,5	2,3	0,5	1,1



ONTARIO - Remise en branle

La COVID-19 a porté à l'économie de l'Ontario le coup le plus dur qu'elle ait subi de récente mémoire. Heureusement, la reprise s'est maintenant amorcée.

Les tendances encourageantes qui se dessinent sur le marché du travail et dans les secteurs de la fabrication, de la construction et de la consommation favoriseront une croissance vigoureuse de 5,2 % l'an prochain, ce qui compenserait en grande partie la forte contraction de 5,8 % que nous prévoyons pour cette année.

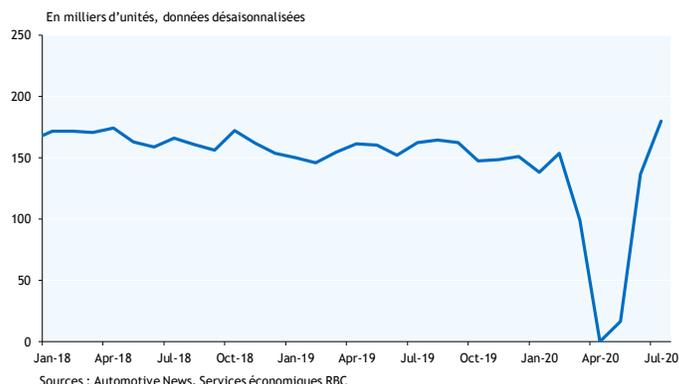
En Ontario, la reprise des activités non essentielles et la réembauche de travailleurs se sont échelonnées sur une période un peu plus longue que dans les autres provinces. Le gouvernement de l'Ontario a adopté une approche prudente d'assouplissement des restrictions région par région, ce qui a ralenti la reprise initiale de l'activité économique. Cependant, comme toutes les villes du Grand Toronto (y compris la Ville Reine) sont passées à l'étape 3 à la fin de juillet, l'économie provinciale progresse maintenant à grands pas. Parmi l'ensemble des provinces, l'Ontario a affiché en août la plus forte progression de l'emploi (création de 142 000 emplois, soit une croissance de 2,1 %), concentrée dans le secteur des services, entre autres dans plusieurs sous-secteurs qui avaient été durement touchés. Nous nous attendons à ce que la reprise se poursuive au cours de la période à venir, à la faveur des innovations dont font preuve les entreprises pour exercer leurs activités et prospérer dans ce contexte inhabituel.

Les fabricants de l'Ontario s'efforcent de compenser les pertes subies au début de la pandémie. Après avoir été mise à l'arrêt complet à la fin de mars, la production de véhicules automobiles a repris en force deux mois plus tard. Durant l'été, les activités se sont poursuivies dans les usines d'assemblage, qui font alors habituellement l'objet de fermetures, ce qui a maintenu une grande activité dans les chaînes logistiques connexes. Néanmoins, les perspectives varient considérablement d'une entreprise manufacturière à l'autre. La conjoncture demeure peu favorable pour de nombreux fabricants tributaires des exportations en raison de la faiblesse de la demande mondiale. Les producteurs d'aliments et de boissons, en revanche, connaissent une année record. Les activités des fabricants de produits de construction ont aussi redémarré en trombe.

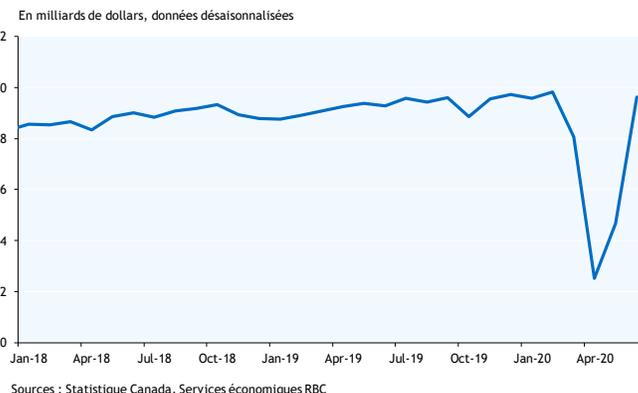
La construction de logements n'a guère ralenti malgré les règles de distanciation sociale qui compliquent la logistique des activités sur les chantiers. Les mises en chantier ont augmenté de 18 % au cours des huit premiers mois de l'année, grâce à la vigueur des ventes sur plan de copropriétés réalisées au cours des dernières années. L'effervescence des activités de vente de logements dans l'ensemble des régions de l'Ontario au cours de l'été devrait favoriser le maintien d'une forte demande de nouvelles constructions à court terme. Nous pensons toutefois que la demande ralentira au second semestre de l'année 2021, par suite de la baisse prononcée de la migration intérieure.

Les consommateurs de la province ont recommencé avec enthousiasme à faire les courses, ce qui est de bon augure pour la reprise économique. En juin, les ventes au détail étaient presque remontées aux niveaux où elles se situaient avant la pandémie. Il est possible, à notre avis, que la progression des dépenses de ménages se poursuive, puisque le marché du travail continue de s'améliorer et que le retrait des programmes de soutien financier se fera de façon graduelle.

Canada : Production de voitures et de camions



Ontario : Ventes au détail



Ontario - prévisions en bref

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	2017	2018P	2019P	2020P	2021P
PIB réel	2,9	2,2	1,9	-5,8	5,2
PIB nominal	4,6	3,7	4,1	-3,6	6,5
Nombre d'emplois	1,8	1,6	2,9	-5,0	5,6
Taux de chômage	6,0	5,6	5,6	9,3	7,2
Ventes au détail	7,7	4,5	2,3	-2,9	6,2
Mises en chantier (milliers d'unités)	79,1	78,7	69,0	81,8	69,3
Indice des prix à la consommation	1,7	2,4	1,9	0,5	1,1

QUÉBEC - L'activité reprend

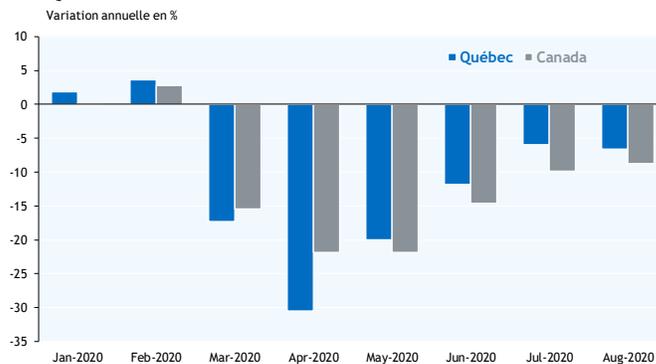
L'économie de la province s'est promptement relevée de son creux cyclique en avril, mais sa progression s'annonce désormais plus lente.

Au Québec, la COVID-19 s'est propagée comme une traînée de poudre faisant de nombreuses victimes et causant d'importants dommages économiques lors de la période initiale. Toutefois, vers la fin du mois de mai, les mesures de confinement, qui étaient parmi les plus strictes au pays, ont réussi à endiguer la maladie. La province a ensuite levé certaines restrictions assez rapidement, une région à la fois, remettant l'économie sur les rails. À notre avis, la reprise se poursuivra jusqu'à la fin de l'année et en 2021, mais à un rythme plus lent que celui observé au moment de la réouverture. Les progrès seront moins marqués, étant donné que les restrictions encore en place entravent les secteurs de l'hébergement, de la restauration, des arts, du divertissement et tous ceux où la distanciation sociale peut poser problème. À long terme, les perspectives du secteur de l'aérospatiale, un pilier de l'industrie québécoise, nous préoccupent. Nous prévoyons que l'économie du Québec rebondira de 5,0 % en 2021 après une contraction exceptionnelle de 5,8 % cette année.

Au début de la pandémie de COVID-19, l'économie du Québec a subi un choc considérable. D'importantes mesures de confinement ont été imposées en vue d'abaisser le nombre de cas qui était le plus élevé au pays, ce qui a paralysé près d'un quart de l'économie entre février et avril. Le nombre total d'heures travaillées a chuté de plus de 30 % d'une année sur l'autre en avril, plaçant le Québec juste après Terre-Neuve-et-Labrador pour la plus forte baisse au niveau provincial. L'assouplissement graduel des restrictions amorcé en mai a rapidement relancé plusieurs pans de l'économie. Le redémarrage du secteur de la construction, où le nombre d'heures travaillées a plongé de 72 % en avril, est peut-être le facteur qui a le plus soutenu la reprise. En juillet, la majorité des secteurs avaient récupéré une grande partie du terrain perdu auparavant. Dans les secteurs de la construction, de la fabrication, de la vente en gros, de la vente au détail, des soins de santé et de l'aide sociale, le nombre d'heures travaillées est remonté au niveau où il se situait l'an dernier, ou s'en fortement rapproché. Les progrès ont été beaucoup plus modestes dans les domaines des arts, du divertissement, de l'hébergement, de la restauration et des autres services. Nous croyons que cela restera le cas, de sorte que l'économie ne sera pas complètement revenue à la normale avant 2022.

Dans la mesure où la province évite les ravages d'une nouvelle vague de la maladie, nous estimons que l'économie du Québec poursuivra sur sa lancée en 2021. Nous anticipons une accélération des activités de construction tant résidentielle que non résidentielle. Cet été, le marché du logement était de nouveau en pleine effervescence, ce qui est de bon augure pour la construction de résidences neuves. D'après nous, les gouvernements augmenteront les dépenses en infrastructures afin de stimuler l'économie. Par contre, l'aérospatiale risque de connaître des difficultés. La pandémie a sensiblement assombri les perspectives du secteur à l'échelle mondiale et ses conséquences pourraient durer longtemps.

Québec : Total des heures travaillées



Sources : Statistique Canada, Services économiques RBC

Québec : Reventes de maisons

Milliers d'unités, corrigées en fonction des variations saisonnières et annualisées



Sources : Association canadienne de l'immobilier, Services économiques RBC

Québec - prévisions en bref

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	2017	2018P	2019P	2020P	2021P
PIB réel	2,8	2,5	2,8	-5,8	5,0
PIB nominal	5,0	4,8	4,9	-3,4	6,3
Nombre d'emplois	2,2	0,9	1,8	-4,8	5,2
Taux de chômage	6,1	5,5	5,1	9,1	7,4
Ventes au détail	5,5	3,6	0,9	-3,0	5,4
Mises en chantier (milliers d'unités)	46,5	46,9	48,0	51,0	35,5
Indice des prix à la consommation	1,1	1,7	2,1	0,7	1,0



NOUVEAU-BRUNSWICK - Un optimisme prudent face à l'avenir

Comptant le nombre de cas actifs par habitant le plus faible de toutes les provinces, le Nouveau-Brunswick a aussi réussi, dans une certaine mesure, à contenir les pertes d'emploi. La province des Maritimes s'en sort relativement bien, malgré des défis sur le plan commercial.

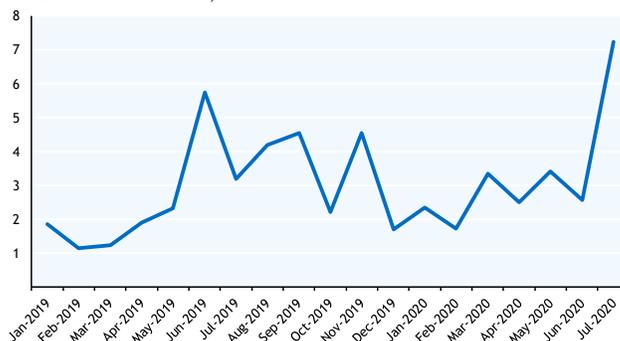
L'économie du Nouveau-Brunswick a fait preuve d'une certaine résilience pendant la pandémie. Ce succès relatif s'explique en partie par la capacité de la province à limiter la propagation du virus. Le Nouveau-Brunswick est actuellement la province qui affiche le plus petit nombre de cas par habitant. Il a pu se remettre en marche relativement tôt (au début de mai), ce qui a permis de minimiser les pertes d'emploi. L'augmentation des dépenses de consommation cet été donne à penser que la confiance est rétablie, ce qui est de bon augure pour la reprise. Par contre, les exportations nous préoccupent, la faiblesse de la demande et des prix nuisant à l'activité de ce secteur. Dans l'ensemble, nous prévoyons que la croissance rebondira à 4,5 % en 2021 après avoir subi un déclin record de 4,5 % cette année.

En mars et en avril, le fléchissement de l'emploi a été inférieur à la moyenne au Nouveau-Brunswick, s'établissant à « seulement » -13,7 % par rapport à février. Près des trois quarts des personnes qui ont perdu leur emploi au début de la pandémie en ont trouvé un autre au cours des mois subséquents. Nous prévoyons que le Nouveau-Brunswick se hissera au deuxième rang des provinces ayant affiché le moins de pertes d'emploi au Canada en 2020 (-2,7 %). Les tendances encourageantes du marché du travail, conjuguées à la vigueur récente de la vente au détail, qui s'est fortement redressée en mai et en juin, sont des signes positifs. Il en va de même pour le brusque revirement du marché du logement de la province, où les ventes de propriétés existantes ont atteint des niveaux records en juin et juillet. La construction résidentielle est demeurée solide tout au long de l'année, les mises en chantier ayant progressé de 28 % depuis le début de l'année.

La situation est moins reluisante du côté des exportations de la province. Elles ont chuté de près d'un quart depuis le début de l'année. Les exportations de pétrole raffiné ont diminué de 27 % d'une année sur l'autre, celles des produits de la mer, de 13 %, et celles des pâtes et papiers, de 17,7 %. Le tourisme a aussi été durement touché. La hausse graduelle des prix de l'énergie et la forte demande de bois d'œuvre aux États-Unis devraient soutenir une modeste reprise des exportations au cours de la période à venir. Un tel dénouement serait bienvenu par les fabricants de la province, dont les ventes ont dégringolé de 17 % au premier semestre.

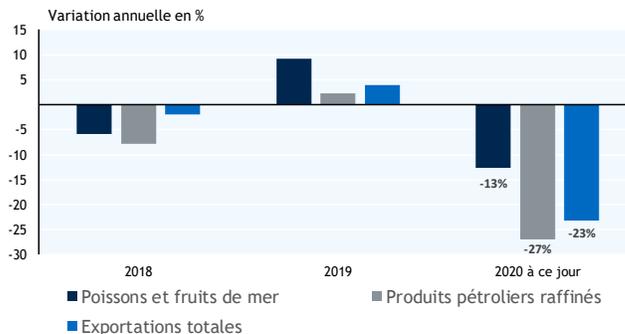
Nouveau-Brunswick : Mises en chantier

Données désaisonnalisées, en milliers d'unités



Sources : Société canadienne d'hypothèques et de logement, Services économiques RBC

Nouveau-Brunswick : Principales exportations par catégorie de produits



Sources : Statistique Canada, Services économiques RBC

Nouveau-Brunswick - prévisions en bref

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	2017	2018P	2019P	2020P	2021P
PIB réel	2,2	0,8	1,0	-4,5	4,5
PIB nominal	4,4	3,2	3,0	-2,1	5,6
Nombre d'emplois	0,4	0,3	0,8	-2,7	3,2
Taux de chômage	8,1	8,0	8,0	9,6	8,2
Ventes au détail	6,8	1,7	2,1	0,3	2,1
Mises en chantier (milliers d'unités)	2,3	2,3	2,9	3,5	2,2
Indice des prix à la consommation	2,3	2,2	1,7	0,0	0,9

NOUVELLE-ÉCOSSE - Un nouveau départ

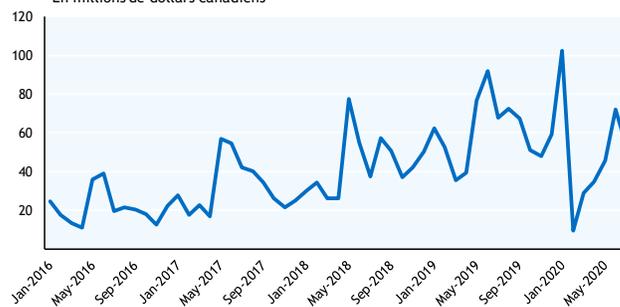
Une reprise se dessine sous l'impulsion de forces intérieures et extérieures. Elle n'empêchera pas l'économie provinciale de subir la plus forte contraction de son histoire cette année, mais elle ouvrira la voie à un rebond bienvenu en 2021.

L'économie de la Nouvelle-Écosse se relève progressivement de l'arrêt brutal imposé par la COVID-19 au printemps. De plus en plus confiants, les consommateurs sont enclins à la dépense, en grande partie grâce à l'assouplissement des mesures de distanciation sociale et à la reprise du marché du travail, et certains des principaux exportateurs de la province constatent que les affaires reprennent. Bien sûr, les risques persistent, surtout dans les secteurs durement touchés comme le tourisme. Cependant, la reprise semble suffisamment dynamique pour générer l'an prochain une solide croissance de 4,8 % qui ferait suite à une forte contraction de 4,8 % cette année, soit la récession la plus grave dans l'histoire de la province.

Le secteur des exportations de la Nouvelle-Écosse se remet de façon encourageante des creux provoqués par la pandémie au printemps. En juillet, les exportations de marchandises étaient pour l'essentiel de retour aux niveaux d'avant la COVID, en partie grâce à la remontée des ventes de produits de la mer. Au cours des derniers mois, les exportations de fruits de mer et de crustacés vers la Chine ont augmenté sensiblement après avoir chuté de 82 % en février à cause de la prolifération du coronavirus dans ce pays. Les exportations de homard ont été un franc succès en 2019 et au début de 2020. Les producteurs de la Nouvelle-Écosse ont accru leur part du marché mondial après que la Chine eut imposé des droits de douane sur les importations de homard des États-Unis, et que la mise en œuvre de l'Accord économique et commercial global eut élargi l'accès au marché européen. Quelques nuages se sont toutefois formés à l'horizon : la Chine a commencé à imposer des tests de dépistage de la COVID-19 pour les importations de crustacés, ce qui pourrait perturber les exportations de homard de la Nouvelle-Écosse.

Nouvelle-Écosse : Exportations de poissons et fruits de mer vers la Chine

En millions de dollars canadiens



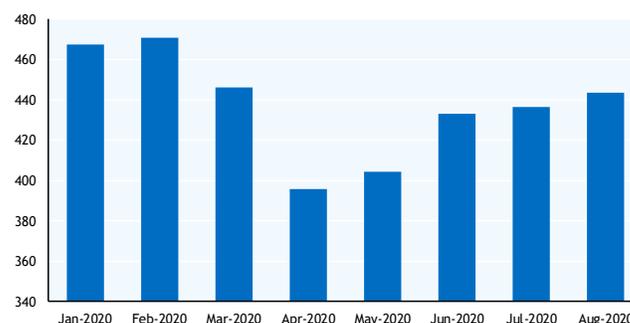
Sources : Statistique Canada, Services économiques RBC

La vigueur des exportations de produits du bois de la province apporte une autre lueur d'espoir dans le secteur du commerce de la Nouvelle-Écosse. En raison de la forte demande dans le nord-est des États-Unis, où la construction de logements va bon train cette année, les exportations de bois de la Nouvelle-Écosse ont augmenté de plus de 8 % au cours des sept premiers mois de 2020. En fait, il existe une pénurie de bois d'œuvre depuis quelque temps. En revanche, la production de pâte et de papier a diminué en raison de la fermeture de l'usine Northern Pulp au début de l'année.

Le marché du travail provincial se rétablit parallèlement à l'augmentation constante de l'emploi depuis mai. La reprise de l'emploi jusqu'en août a effacé près des deux tiers de la perte massive de 16 % en mars et en avril. La situation varie toutefois passablement d'un secteur à l'autre. En août, l'emploi dans les services d'hébergement et de restauration était toujours inférieur de 25 % au nombre de février. Il était à 16 % de moins dans le secteur de la vente en gros et du commerce de détail, mais une augmentation importante des ventes au détail, qui dépassent maintenant le niveau atteint l'an dernier en juin, laisse présager une reprise de l'emploi à court terme. Dans l'ensemble, nous prévoyons pour 2020 une baisse de 5,2 % de l'emploi et un taux de chômage s'établissant en moyenne à 10,1 %. Nous croyons que des projets de construction comme l'agrandissement de l'infirmierie d'Halifax, le plus grand projet d'infrastructure de la province, stimuleront la création d'emplois au cours des prochaines années.

Nouvelle-Écosse : Emploi

Données désaisonnalisées, en milliers



Sources : Statistique Canada, Services économiques RBC

Compte tenu des répercussions de la pandémie sur l'économie et des dépenses additionnelles requises pour en contenir la propagation, le gouvernement provincial envisage maintenant un déficit de 853 millions de dollars cette année, soit environ 2 % du PIB prévu de la province. Bien que ce déficit soit de loin le plus élevé jamais enregistré par la province en dollars, il compte parmi les plus faibles en pourcentage du PIB à l'échelle des provinces.

Nouvelle-Écosse - prévisions en bref

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	2017	2018P	2019P	2020P	2021P
PIB réel	1,6	1,5	2,1	-4,8	4,8
PIB nominal	3,2	3,3	4,3	-2,7	6,2
Nombre d'emplois	0,6	1,5	2,2	-5,2	5,1
Taux de chômage	8,4	7,6	7,2	10,1	8,1
Ventes au détail	7,8	0,2	2,5	-2,1	5,1
Mises en chantier (milliers d'unités)	4,0	4,8	4,7	4,4	3,1
Indice des prix à la consommation	1,1	2,2	1,6	0,1	1,0



ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD - Bien placée pour rebondir

L'économie de l'Île-du-Prince-Édouard résiste mieux que beaucoup d'autres à la pandémie, malgré les difficultés que rencontrent ses secteurs de l'aérospatiale et du tourisme.

Le succès de l'Île-du-Prince-Édouard dans la lutte contre la propagation de la pandémie, la province n'ayant relevé que deux nouveaux cas depuis le début d'août, et le puissant élan qui s'était amorcé avant la pandémie ont contribué à atténuer le choc économique cette année. Même si nous nous attendons à ce que la province connaisse sa plus forte contraction économique depuis au moins 40 ans, la baisse de 4,0 % du PIB que nous prévoyons pour 2020 se comparera favorablement aux résultats de la plupart des autres provinces et à la moyenne nationale de -6,0 %. L'Île-du-Prince-Édouard a affiché le taux de croissance le plus élevé du pays en 2019, soit un sommet en 17 ans de 4,5 %.

La COVID-19 a étouffé l'activité dans certains des principaux secteurs économiques de l'Île-du-Prince-Édouard. Elle a notamment anéanti le tourisme et maintenu les exportations dans le secteur aérospatial à de faibles niveaux cette année. D'autres secteurs ont toutefois fait preuve d'une résilience impressionnante. Les ventes de récoltes ont été solides. Les recettes agricoles au premier trimestre ont été les meilleures depuis une dizaine d'années. En juillet, les fabricants de pommes de terre frites ont profité d'une explosion de la demande attribuable à la réouverture des restaurants en Amérique du Nord. Les stocks considérables de pommes de terre constitués plus tôt ont ainsi pu être réduits. Les exportations de homards ont également été étonnamment plus élevées de février à avril cette année. Dans l'ensemble, les ventes du secteur manufacturier n'ont reculé que de 2,6 % au cours du premier semestre de l'année. Il s'agit de la plus faible baisse parmi les provinces (la baisse moyenne nationale est de 16,8 %).

Le marché du travail était en plein essor à l'Île-du-Prince-Édouard lorsque la COVID-19 a frappé. L'emploi a augmenté de 5 % d'une année sur l'autre au premier trimestre. Aucune autre province n'a pu égaler ce résultat. Par conséquent, malgré une baisse importante de 14 % en mars et en avril, l'emploi moyen au cours des huit premiers mois de l'année n'a diminué que de 2,1 %, ce qui constitue la plus petite baisse de toutes les provinces. La bonne situation relative du marché du travail se reflète dans le fait que les habitants de l'île comptent moins sur la PCU. La proportion de la population qui a présenté une demande de PCU dans la province est inférieure (20,9 %) à la moyenne nationale (22,8 %). Nous prévoyons que l'emploi baissera de 2,3 % dans l'ensemble en 2020 avant de rebondir de 3,9 % en 2021. Cette amélioration pourrait faire passer le taux de chômage de 10,8 % cette année à 9,5 % l'an prochain.

Bien que les données sur les exportations et l'emploi à l'Île-du-Prince-Édouard soient relativement meilleures que celles des autres provinces, le chemin à parcourir sera sans doute cahoteux. Les exportations dans le secteur aérospatial resteront au ralenti dans un avenir prévisible, le transport aérien risquant d'être mis à rude épreuve jusqu'à ce que la COVID-19 soit éradiquée dans le monde entier. Les perspectives pour le tourisme à l'Île-du-Prince-Édouard continueront d'être sombres, même si l'ouverture éventuelle de la bulle de l'Atlantique à d'autres Canadiens pourrait contrebalancer partiellement la perte de visiteurs étrangers.

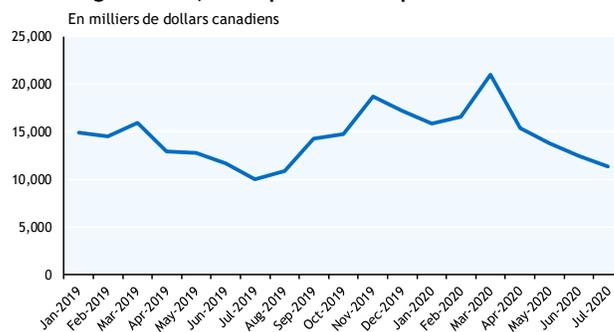
Le gouvernement provincial prévoit un déficit budgétaire de 173 millions de dollars cette année, soit le plus élevé jamais enregistré. Néanmoins, le déficit de l'Île-du-Prince-Édouard par rapport au PIB est de 2,7 %, ce qui se compare bien à la plupart des autres provinces. Un transfert fédéral de 75 millions de dollars destiné à la lutte contre la pandémie et à la reprise permettra de contenir l'ampleur du déficit.

Île-du-Prince-Édouard : Exportations dans le secteur aérospatial



Sources : Statistique Canada, Services économiques RBC

Île-du-Prince-Édouard : Exportations de produits de l'agriculture, de la pêche et de produits alimentaires



Sources : Statistique Canada, Services économiques RBC

Île-du-Prince-Édouard - prévisions en bref

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	2017	2018P	2019P	2020P	2021P
PIB réel	4,4	2,6	4,5	-4,0	4,0
PIB nominal	5,3	4,2	6,7	-1,7	5,1
Nombre d'emplois	3,1	3,0	2,7	-2,3	3,9
Taux de chômage	9,8	9,4	8,8	10,8	9,5
Ventes au détail	6,3	2,7	3,9	0,0	2,4
Mises en chantier (milliers d'unités)	0,9	1,1	1,5	1,2	0,7
Indice des prix à la consommation	1,8	2,3	1,2	-0,4	0,9

TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR - Doublement pénalisée

Le secteur du pétrole de la province devait reprendre en 2020, mais la COVID-19 a changé la donne. La chute des prix du pétrole et la baisse prononcée des dépenses d'investissement aggraveront la contraction économique cette année.

La baisse de la demande mondiale de pétrole et l'effondrement des prix provoqués par la pandémie ont durement frappé le secteur du pétrole de Terre-Neuve-et-Labrador. Cet effondrement, qui a coïncidé avec le début de la pandémie, a entraîné une baisse de 30 % de la valeur des exportations de pétrole au premier semestre de 2020. Étant donné de surcroît que les principaux projets d'investissement accusent des retards de construction, Terre-Neuve-et-Labrador connaît une détérioration rapide de sa situation économique et budgétaire. Nous nous attendons à ce que son économie recule de près de 10,9 % cette année, soit la baisse la plus importante parmi les provinces, puis progresse au rythme relativement modéré de 3,9 % en 2021, à la faveur d'une reprise partielle. Il faudra probablement plusieurs années pour retrouver le niveau de production atteint avant la COVID-19.

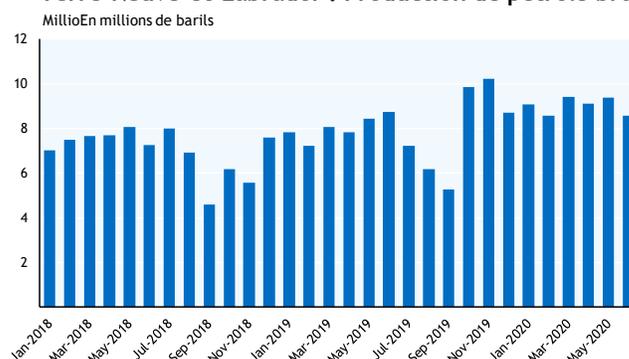
Les perspectives à court terme du secteur du pétrole de la province demeurent sombres. Les activités de forage ont cessé à la plateforme Hibernia (mais non les activités de production) par suite de l'effondrement des prix, ce qui s'est traduit, à partir du mois de juin, par des mises à pied. Les travaux de construction du projet d'extension ouest de White Rose ont été suspendus pour le reste de l'année, ce qui reporte l'extraction du premier baril de pétrole d'une autre année. Le navire Terra Nova, sur lequel la production avait cessé en décembre, a été déconnecté et ancré à la baie de la Conception cet été. Les travaux visant à prolonger sa durée de vie qui devaient être effectués en Espagne ont été reportés à cause de la COVID-19. Nous prévoyons que le secteur bénéficiera d'une légère remontée des prix du pétrole à l'échelle mondiale. Toutefois, des mesures supplémentaires de réduction des coûts seront probablement nécessaires.

D'autres projets d'investissement importants menés dans la province sont également perturbés. Les projets de Muskrat Falls et de Soldiers Pond accusent de nouveaux retards, ce qui met la province dans une situation difficile en vue du remboursement de dette de 200 millions de dollars prévu en décembre. Dans l'ensemble, les dépenses en immobilisations devraient chuter de 23 % cette année.

Les perspectives sombres des secteurs de l'exploitation pétrolière en mer et de la construction augurent mal pour le marché du travail à l'échelle provinciale. La diminution prévue de l'activité ralentira considérablement la reprise de l'emploi après la baisse marquée de 16 % enregistrée au cours de la période de mars à avril, pendant laquelle des mesures strictes de confinement étaient en vigueur. Nous pensons que l'emploi baissera de 7,3 % cette année, soit le pire recul annuel jamais enregistré dans la province, et que le taux de chômage se situera en moyenne à 14,3 %, soit le niveau le plus élevé en plus d'une décennie.

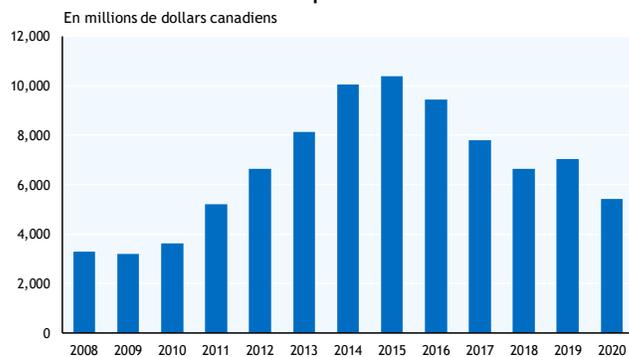
La forte contraction de l'économie plombe la situation budgétaire de Terre-Neuve-et-Labrador. Bien que le gouvernement n'ait pas encore déposé son budget de 2020, il estime actuellement son déficit à 2,1 milliards de dollars, ce qui représente plus de quelque 7 % de son PIB. L'Alberta est la seule autre province à afficher un ratio plus élevé. Il prévoit publier son budget de 2020 en septembre, sous la direction du nouveau ministre des Finances, Siobhan Coady. Ce budget comprendra un plan pluriannuel de retour à l'équilibre budgétaire. En poste depuis peu, le premier ministre Andrew Furey a demandé au gouvernement fédéral d'aider la province.

Terre-Neuve-et-Labrador : Production de pétrole brut



Sources : Statistique Canada, Services économiques RBC

Terre-Neuve-et-Labrador : Dépenses en immobilisations totales



Sources : Statistique Canada, Services économiques RBC

Terre-Neuve-et-Labrador - prévisions en bref

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	2017	2018P	2019P	2020P	2021P
PIB réel	0,4	-3,5	4,0	-10,9	3,9
PIB nominal	3,7	1,7	5,4	-17,1	7,7
Nombre d'emplois	-1,5	0,5	0,6	-7,3	0,4
Taux de chômage	14,8	13,8	11,9	14,3	13,8
Ventes au détail	2,4	-2,4	-0,2	1,0	-2,3
Mises en chantier (milliers d'unités)	1,4	1,1	0,9	0,7	0,4
Indice des prix à la consommation	2,4	1,7	1,0	-0,1	1,1

Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	PIB réel				PIB nominal				Emploi				Taux de chômage, %				Mises en chantier, (000)				Ventes au détail				IPC			
	18	19P	20P	21P	18	19P	20P	21P	18	19	20P	21P	18	19	20P	21P	18	19	20P	21P	18	19	20P	21P	18	19	20P	21P
T,-N, & L,	-3,5	4,0	-10,9	3,9	1,7	5,4	-17,1	7,7	0,5	0,6	-7,3	0,4	13,8	11,9	14,3	13,8	1,1	0,9	0,7	0,4	-2,4	-0,2	1,0	-2,3	1,7	1,0	-0,1	1,1
Î,-P,-É,	2,6	4,5	-4,0	4,0	4,2	6,7	-1,7	5,1	3,0	2,7	-2,3	3,9	9,4	8,8	10,8	9,5	1,1	1,5	1,2	0,7	2,7	3,9	0,0	2,4	2,3	1,2	-0,4	0,9
N,-É,	1,5	2,1	-4,8	4,8	3,3	4,3	-2,7	6,2	1,5	2,2	-5,2	5,1	7,6	7,2	10,1	8,1	4,8	4,7	4,4	3,1	0,2	2,5	-2,1	5,1	2,2	1,6	0,1	1,0
N,-B,	0,8	1,0	-4,5	4,5	3,2	3,0	-2,1	5,6	0,3	0,8	-2,7	3,2	8,0	8,0	9,6	8,2	2,3	2,9	3,5	2,2	1,7	2,1	0,3	2,1	2,2	1,7	0,0	0,9
QUÉ,	2,5	2,8	-5,8	5,0	4,8	4,9	-3,4	6,3	0,9	1,8	-4,8	5,2	5,5	5,1	9,1	7,4	46,9	48,0	51,0	35,5	3,6	0,9	-3,0	5,4	1,7	2,1	0,7	1,0
ONT,	2,2	1,9	-5,8	5,2	3,7	4,1	-3,6	6,5	1,6	2,9	-5,0	5,6	5,6	5,6	9,3	7,2	78,7	69,0	81,8	69,3	4,5	2,3	-2,9	6,2	2,4	1,9	0,5	1,1
MAN,	1,3	1,0	-3,8	4,0	2,2	3,0	-2,1	5,5	0,6	0,9	-3,1	4,8	6,0	5,3	7,7	6,1	7,4	6,9	6,3	5,4	2,2	0,8	0,8	3,3	2,5	2,3	0,5	1,1
SASK,	1,3	-0,8	-5,0	4,3	1,4	0,6	-9,8	8,3	0,4	1,8	-4,9	3,9	6,1	5,4	8,8	7,9	3,6	2,4	2,8	2,4	-0,5	0,3	-0,6	2,4	2,3	1,7	0,5	1,5
ALB,	1,6	-0,6	-8,7	4,8	3,8	-0,1	-16,0	9,4	1,9	0,5	-7,5	4,5	6,6	6,9	11,3	9,5	26,1	27,3	20,8	19,8	1,8	-0,8	-2,0	2,2	2,5	1,7	1,0	0,8
C,-B,	2,6	2,8	-5,6	4,9	4,5	5,3	-5,1	6,5	1,1	2,6	-6,6	5,5	4,7	4,7	9,1	6,5	40,9	44,9	37,2	33,0	1,9	0,6	-0,3	3,8	2,7	2,3	0,6	0,8
CANADA	2,0	1,7	-6,0	4,9	3,9	3,6	-5,9	6,9	1,3	2,1	-5,5	5,1	5,8	5,7	9,3	7,6	213	209	210	172	3,0	1,2	-2,1	4,7	2,3	1,9	0,6	1,1

Tableau comparatif

2018, sauf indication contraire

	CAN.	T.-N.&L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	QUÉ.	ONT.	MAN.	SASK.	ALB.	C.-B.
Population (milliers, 2019)	37 589	522	157	971	777	8 485	14 567	1 369	1 174	4 371	5 071
Produit intérieur brut (milliards \$)	2 223,9	33,2	7,0	44,4	37,0	439,4	857,4	72,7	80,7	344,8	295,4
PIB réel (en milliards de \$ 2012)	2 058,1	3,2	0,6	4,0	3,3	39,5	77,9	6,7	8,7	34,6	26,4
Part des provinces dans le PIB canadien (%)	100,0	1,5	0,3	2,0	1,7	19,8	38,6	3,3	3,6	15,5	13,3
Croissance PIB réel (TAC, 2013-18, %)	1,9	-0,8	2,1	1,3	0,9	1,9	2,4	1,8	0,8	0,9	3,0
PIB réel par habitant (\$ 2012)	55 538	61 655	41 111	41 948	43 059	47 077	54 371	49 824	74 462	80 563	52 800
Croissance PIB réel par habitant (TAC, 2013-18, %)	0,8	-0,8	0,8	0,9	0,6	1,2	1,3	0,5	-0,3	-0,6	1,4
Revenu personnel disponible par habitant (\$)	33 310	31 665	29 241	30 145	30 108	29 924	33 488	29 943	33 357	38 872	35 749
Croissance de l'emploi (TAC, 2014-19, %)	1,4	-1,0	1,0	0,8	0,2	1,3	1,6	0,8	0,3	0,6	2,3
Taux d'emploi (aou 2020, %)	58,0	48,4	57,9	54,3	54,6	58,9	57,3	60,8	62,2	60,5	57,2
Indice d'inconfort (inflation + chômage, juil 2020)	11,0	15,2	10,8	10,3	9,8	9,8	11,3	8,6	9,3	13,7	11,3
Production manufacturière (% du PIB)	10,4	4,0	10,6	7,8	10,7	14,1	12,2	9,8	6,4	8,5	7,1
Dépenses individ. des biens et services (% du PIB)	56,4	52,1	66,4	70,7	65,4	57,4	57,8	58,1	48,0	46,3	62,7
Exportations (% du PIB)	32,1	45,2	22,7	17,9	39,1	29,6	34,1	24,6	40,8	35,8	25,3

Source: Statistique Canada, RBC Recherche économique



Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

Colombie-Britannique

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019P	2020P	2021P
PIB réel	2,2	3,7	2,0	2,8	3,7	2,6	2,8	-5,6	4,9
PIB nominal	3,4	5,6	2,8	5,2	7,1	4,5	5,3	-5,1	6,5
Nombre d'emplois	0,1	0,6	1,2	3,2	3,7	1,1	2,6	-6,6	5,5
Taux de chômage	6,6	6,1	6,2	6,0	5,1	4,7	4,7	9,1	6,5
Ventes au détail	2,8	6,3	7,0	7,7	9,3	1,9	0,6	-0,3	3,8
Mises en chantier (milliers d'unités)	27,1	28,4	31,4	41,8	43,7	40,9	44,9	37,2	33,0
Indice des prix à la consommation	-0,1	1,0	1,1	1,9	2,1	2,7	2,3	0,6	0,8

Alberta

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019P	2020P	2021P
PIB réel	5,7	5,9	-3,7	-3,5	4,8	1,6	-0,6	-8,7	4,8
PIB nominal	9,6	10,0	-14,0	-6,1	9,2	3,8	-0,1	-16,0	9,4
Nombre d'emplois	2,5	2,2	1,2	-1,6	1,0	1,9	0,5	-7,5	4,5
Taux de chômage	4,6	4,7	6,0	8,1	7,8	6,6	6,9	11,3	9,5
Ventes au détail	7,2	7,9	-4,0	-1,1	7,1	1,8	-0,8	-2,0	2,2
Mises en chantier (milliers d'unités)	36,	40,6	37,3	24,5	29,5	26,1	27,3	20,8	19,8
Indice des prix à la consommation	1,4	2,6	1,2	1,1	1,5	2,5	1,7	1,0	0,8

Saskatchewan

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019P	2020P	2021P
PIB réel	6,5	2,0	-0,8	-0,1	1,7	1,3	-0,8	-5,0	4,3
PIB nominal	6,7	-0,4	-3,9	-5,0	5,1	1,4	0,6	-9,8	8,3
Nombre d'emplois	3,1	1,0	0,5	-0,9	-0,2	0,4	1,8	-4,9	3,9
Taux de chômage	4,1	3,8	5,0	6,3	6,3	6,1	5,4	8,8	7,9
Ventes au détail	5,2	4,7	-3,3	1,5	4,1	-0,5	0,3	-0,6	2,4
Mises en chantier (milliers d'unités)	8,3	8,3	5,1	4,8	4,9	3,6	2,4	2,8	2,4
Indice des prix à la consommation	1,4	2,4	1,6	1,1	1,7	2,3	1,7	0,5	1,5

Manitoba

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019P	2020P	2021P
PIB réel	2,9	2,1	1,2	1,4	3,1	1,3	1,0	-3,8	4,0
PIB nominal	4,2	3,1	2,5	2,1	5,7	2,2	3,0	-2,1	5,5
Nombre d'emplois	0,7	0,1	1,6	-0,4	1,7	0,6	0,9	-3,1	4,8
Taux de chômage	5,4	5,4	5,6	6,1	5,4	6,0	5,3	7,7	6,1
Ventes au détail	3,8	4,2	1,3	3,7	7,8	2,2	0,8	0,8	3,3
Mises en chantier (milliers d'unités)	7,5	6,2	5,5	5,3	7,5	7,4	6,9	6,3	5,4
Indice des prix à la consommation	2,3	1,8	1,2	1,3	1,6	2,5	2,3	0,5	1,1

Ontario

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019P	2020P	2021P
PIB réel	1,4	2,5	2,5	2,1	2,9	2,2	1,9	-5,8	5,2
PIB nominal	2,3	4,4	4,6	4,0	4,6	3,7	4,1	-3,6	6,5
Nombre d'emplois	1,8	0,8	0,7	1,1	1,8	1,6	2,9	-5,0	5,6
Taux de chômage	7,6	7,3	6,8	6,5	6,0	5,6	5,6	9,3	7,2
Ventes au détail	2,7	5,7	5,3	6,9	7,7	4,5	2,3	-2,9	6,2
Mises en chantier (milliers d'unités)	61,1	59,1	70,2	75,	79,1	78,7	69,0	81,8	2,2
Indice des prix à la consommation	1,1	2,3	1,2	1,8	1,7	2,4	1,9	0,5	1,1

Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

Québec

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019P	2020P	2021P
PIB réel	1,3	1,6	0,9	1,6	2,8	2,5	2,8	-5,8	5,0
PIB nominal	3,0	3,0	2,9	3,0	5,0	4,8	4,9	-3,4	6,3
Nombre d'emplois	1,4	0,0	0,9	0,9	2,2	0,9	1,8	-4,8	5,2
Taux de chômage	7,6	7,7	7,6	7,1	6,1	5,5	5,1	9,1	7,4
Ventes au détail	3,0	2,6	1,9	6,6	5,5	3,6	0,9	-3,0	5,4
Mises en chantier (milliers d'unités)	37,8	38,8	37,9	38,9	46,5	46,9	48,0	51,0	35,5
Indice des prix à la consommation	0,8	1,4	1,1	0,7	1,1	1,7	2,1	0,7	1,0

Nouveau-Brunswick

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019P	2020P	2021P
PIB réel	-0,3	0,1	0,7	0,8	2,2	0,8	1,0	-4,5	4,5
PIB nominal	0,3	1,8	3,1	2,6	4,4	3,2	3,0	-2,1	5,6
Nombre d'emplois	0,4	-0,2	-0,6	-0,1	0,4	0,3	0,8	-2,7	3,2
Taux de chômage	10,3	10,0	9,8	9,6	8,1	8,0	8,0	9,6	8,2
Ventes au détail	0,7	3,7	2,2	2,1	6,8	1,7	2,1	0,3	2,1
Mises en chantier (milliers d'unités)	2,8	2,3	2,0	1,8	2,3	2,3	2,9	3,5	2,2
Indice des prix à la consommation	0,8	1,5	0,5	2,2	2,3	2,2	1,7	0,0	0,9

Nouvelle-Écosse

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019P	2020P	2021P
PIB réel	-0,3	1,0	0,7	1,6	1,6	1,5	2,1	-4,8	4,8
PIB nominal	2,1	2,9	2,2	2,2	3,2	3,3	4,3	-2,7	6,2
Nombre d'emplois	-1,1	-1,1	0,1	-0,4	0,6	1,5	2,2	-5,2	5,1
Taux de chômage	9,1	8,9	8,6	8,3	8,4	7,6	7,2	10,1	8,1
Ventes au détail	3,2	2,8	0,2	4,7	7,8	0,2	2,5	-2,1	5,1
Mises en chantier (milliers d'unités)	3,9	3,1	3,8	3,8	4,0	4,8	4,7	4,4	3,1
Indice des prix à la consommation	1,2	1,7	0,4	1,2	1,1	2,2	1,6	0,1	1,0

Île-du-Prince-Édouard

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019P	2020P	2021P
PIB réel	1,8	0,1	1,4	2,1	4,4	2,6	4,5	-4,0	4,0
PIB nominal	3,2	1,6	3,9	4,7	5,3	4,2	6,7	-1,7	5,1
Nombre d'emplois	1,4	-0,1	-1,2	-2,2	3,1	3,0	2,7	-2,3	3,9
Taux de chômage	11,5	10,6	10,5	10,8	9,8	9,4	8,8	10,8	9,5
Ventes au détail	0,9	3,5	2,6	7,3	6,3	2,7	3,9	0,0	2,4
Mises en chantier (milliers d'unités)	0,6	0,5	0,6	0,6	0,9	1,1	1,5	1,2	1,9
Indice des prix à la consommation	2,0	1,6	-0,6	1,2	1,8	2,3	1,2	-0,4	0,9

Terre-Neuve-et-Labrador

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019P	2020P	2021P
PIB réel	5,3	-1,2	-1,2	1,5	0,4	-3,5	4,0	-10,9	3,9
PIB nominal	7,6	-0,6	-9,2	1,1	3,7	1,7	5,4	-17,1	7,7
Nombre d'emplois	0,8	-1,7	-1,0	-1,5	-1,5	0,5	0,6	-7,3	0,4
Taux de chômage	11,6	11,9	12,8	13,4	14,8	13,8	11,9	14,3	13,8
Ventes au détail	5,2	3,7	0,7	0,4	2,4	-2,4	-0,2	1,0	-2,3
Mises en chantier (milliers d'unités)	2,9	2,1	1,7	1,4	1,4	1,1	0,9	0,7	0,4
Indice des prix à la consommation	1,7	1,9	0,4	2,7	2,4	1,7	1,0	-0,1	1,1